

CANADIAN JOURNAL of URBAN RESEARCH

REVUE CANADIENNE de RECHERCHE URBAINE

Racines citoyennes : la communauté locale au cœur de la transition écologique

L'impact des initiatives climatiques locales et citoyennes à Montréal

Alexandra Nadeau

Geneviève Cloutier

Claire Poitras

Alexander Aylett (†)

Centre Urbanisation Culture Société de l'INRS

Résumé

Dans les villes, un nombre croissant de citoyens met en place de manière indépendante des initiatives pour faire face aux changements climatiques, tels que des projets de verdissement, d'agriculture urbaine ou d'énergies alternatives. Cet article cherche à comprendre comment les acteurs citoyens locaux contribuent à la gouvernance climatique urbaine par le biais d'expérimentations sociales et environnementales de petite échelle. À partir de l'étude de cas du quartier Rosemont-La Petite-Patrie à Montréal (Canada) portant sur huit initiatives, cette recherche se base sur un cadre théorique combinant les expérimentations de gouvernance climatique et la théorie de transition sociotechnique. L'accumulation et l'influence de telles initiatives peuvent contribuer à redéfinir les enjeux urbains et démontrer la faisabilité et l'acceptabilité de solutions simples afin de mieux effectuer une transition urbaine face aux changements climatiques. En s'appuyant sur leur réseau social mais aussi sur leurs objectifs et leur savoir-faire, les militants urbains établissent leur légitimité en tant qu'acteurs capables de proposer des alternatives à l'administration municipale. Les résultats de la recherche montrent également que ces initiatives locales reflètent le pouvoir grandissant des modes d'action collectifs informels. En effet, par le biais des actions locales «vertes», les citoyens produisent des retombées directes, concrètes, simples et axées sur leur bénéfice personnel. Ce faisant, ils construisent de nouveaux écosystèmes basés sur divers partenariats. Il s'agit d'un modèle alternatif innovant face aux modes actuels de consommation des ressources et à la manière dont est socialement gérée la crise climatique à partir d'un paradigme façonné par le capitalisme et le néolibéralisme.

Mots clés : Initiatives citoyennes; gouvernance urbaine; transition sociotechnique, changements climatiques; Montréal

Canadian Journal of Urban Research, Winter 2019, Volume 28, Issue 2, pages 16-31.

Copyright © 2019 by the Institute of Urban Studies.

All rights of reproduction in any form reserved.

ISSN: 2371-0292

Abstract

Within urban areas, a growing number of citizens independently set up initiatives to face climate change, such as greening, urban agriculture or alternative energy projects. This paper seeks to understand how local citizens'actors contribute to urban climate governance through small-scale social and environmental experiments. Based on a Montreal (Canada) neighbourhood Rosemont-La Petite-Patrie case study of eight initiatives, the research is based on a theoretical framework combining climate governance experiments and sociotechnical transition theory. The accumulation and influence of such initiatives can contribute to redefine urban issues and demonstrate the feasibility and acceptability of simple solutions in order to implement an urban transition in face of climate change. Using their social network but also their objectives and know-how, urban activists establish their legitimacy as stakeholders who can propose alternatives to the municipal government. Results of the study also show that such local experiments reflect the growing power of informal collective modes of action. Indeed, through local "green" actions, citizens produce impacts that are immediate, concrete, simple and "personal-benefit-oriented." By doing so, they build new ecosystems made of various partnerships. This offers an innovative alternative model in the face of the current ways of consuming resources and about how we socially deal with the climate crisis under a paradigm shaped by capitalism and neoliberalism.

Keywords: Citizens'initiatives; urban climate governance; sociotechnical transition; climate change; Montreal

Introduction

Les villes comme entités géographiques et politiques sont reconnues comme ayant un rôle primordial à jouer dans la question relative aux changements climatiques. En raison de la concentration des activités économiques qui y prennent place, de la forte concentration démographique qu'on y retrouve et de la consommation de ressources qui y est faite, les milieux urbains sont considérés comme étant responsables d'une grande part des émissions mondiales de gaz à effet de serre (Bulkeley 2005; Bulkeley et Castan Broto 2012; Boyd et Juhola 2015; Hoornweg et al. 2011; Schroeder, Burch et Rayner 2013). Les villes sont aussi très vulnérables face aux nombreux effets et conséquences des changements climatiques (Giest et Howlett 2013).

Au cœur de la question climatique urbaine et dans un contexte de gouvernance multi-niveaux, la portée des acteurs à l'échelle locale (de la ville ou du quartier), notamment les citoyens ou représentants de la société civile, prend une autre envergure. De fait, compte tenu de leur rôle de premier plan en ce qui a trait aux défis posés par l'enjeu climatique, les acteurs locaux ont établi au cours des dernières années des collaborations et ont mis en place des solutions concrètes et innovantes afin d'atténuer leurs impacts sur le climat, pour s'adapter aux variations de celui-ci ou encore pour matérialiser des actions dans un objectif de transition écologique (Aylett 2015; Betsill et Bulkeley 2006; Bulkeley et Castán Broto 2012; Cloutier, Papin et Bizier 2018; Gore, Robinson et Stren 2012 ; Hopkins 2008).

Dans cet enjeu, la société civile peut être associée à un espace de contestation et de réflexion d'où peuvent émerger des solutions de rechange face à la crise climatique, indépendamment de l'état ou du marché (De Souza 2006; Smith 2012). Les résidents, les groupes et organismes locaux ont le potentiel d'être des agents de changement et de participer à la transition vers des villes à plus faibles émissions de carbone. De plus, en raison d'une grande tolérance au risque comparativement aux gouvernements municipaux, la société civile permet d'assurer une mise en place rapide d'initiatives ainsi qu'une souplesse et une capacité d'adaptation face au système en place (Aylett 2013; Folke et al. 2005 ; Forsyth 2014; Schroeder, Burch et Rayner 2013).

Cela dit, ce rôle des représentants de la société civile dans l'amorce d'une transition et son possible effet dans la gouvernance urbaine climatique méritent d'être mieux documenté (Seyfang et Haxletine 2012). Cet article s'intéresse à l'acteur citoyen qui intervient à une échelle urbaine ou micro-urbaine, à savoir celle du quartier. Il vise à mettre en lumière des initiatives citoyennes pour les aborder comme des mécanismes de participation et d'action citoyenne dans la gouvernance urbaine des changements climatiques. S'intéressant plus spécifiquement à huit initiatives citoyennes de transition écologique dans l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie à Montréal, il cherche à comprendre l'objectif de ces interventions réalisées par les acteurs locaux et leur portée dans les processus de décisions et d'actions urbaines. Prenant appui sur une analyse documentaire et des entretiens semi-dirigés auprès de répondants-clés (leaders des initiatives, élus locaux, etc.) les initiatives citoyennes sont analysées en les considérant comme, d'une part, des expérimentations dans la gouvernance climatique (Hoffmann, 2011; Bulkeley et al., 2015; Hargreaves et al.,

2011), et d'autre part, des espaces d'innovation dans une perspective de transitions sociotechniques (Loorbach, 2007; Geels et Schot, 2007).

Il apparaît que ces initiatives à visée environnementale jouent un rôle pour: 1) réaliser des expériences et proposer des solutions de rechange écologiques dans l'espace urbain, 2) créer des milieux de vie par et pour les citoyens, 3) mobiliser et faire participer les citoyens en s'ancrant à l'échelle locale et en matérialisant des retombées concrètes, immédiates et de proximité et 4) établir des liens et partenariats entre les citoyens et les autorités municipales pour gérer et planifier la ville.

La suite du texte se structure en quatre parties. Après avoir tracé, dans la première partie, les contours du modèle analytique et ses ancrages théoriques, la seconde partie présente l'approche méthodologique de la recherche. La troisième partie présente les caractéristiques du cas d'étude montréalais, en détaillant les initiatives citoyennes ciblées. La quatrième partie revient sur la contribution citoyenne et ses défis dans la gouvernance climatique urbaine.

1. Sur les expérimentations de gouvernance climatique et l'innovation dans les systèmes socio-techniques

Pour répondre aux défis posés par l'enjeu des changements climatiques, diverses formes de gouvernance peuvent se mettre en place, parmi lesquelles certaines sont dites collaboratives. Celles-ci mettent à profit les ressources des agents institutionnels au même titre que celles des représentants de la société civile et de la recherche (Armitage et al. 2009; Folke et al. 2005; Walker et al. 2004 ; Aylett 2015a ; Cloutier et al., 2015). Face au pouvoir d'action limité des autorités municipales sur la question climatique, cette interaction avec d'autres acteurs urbains est souhaitable afin de réellement mettre en marche une transition écologique et sociale (Burch et al. 2014; Wamsler 2016).

Dans le même temps, de nouveaux réseaux émergent au sein des villes et donnent lieu à des façons inédites de gouverner la question des changements climatiques en faisant interagir divers acteurs qui ne l'auraient peut-être pas fait autrement (Schroeder et al., 2013). Actrice de premier plan et directement concernée, la société civile peut, par exemple, participer à concevoir des politiques en lien avec l'environnement et mettre en place des mesures d'atténuation ou d'adaptation face au climat (Aylett 2014; Ross et al. 2015). La co-création, la co-production, la planification collaborative, la gouvernance participative ou encore la co-gestion adaptative sont autant de termes renvoyant aux formes que prend cette gouvernance à l'échelle urbaine (Baird et al., 2014; Bremer 2015). La multiplication de ces formes invite à considérer les membres de la société civile comme des partenaires légitimes dans la gouvernance des changements climatiques (Castán Broto et al. 2015). Ces effets relatifs de la mobilisation citoyenne sur les institutions gouvernementales et sur les politiques publiques contribuent à la prise d'action des représentants de la société civile en dehors des processus traditionnels.

L'État et les administrations locales montrent un intérêt à supporter les initiatives civiques. Par leurs interventions, les parties prenantes se renforcent ainsi mutuellement, confirmant en quelque sorte les thèses tant de l'écologie politique que celles de la modernisation écologique (Mol 2003). D'une part, la force combinée de l'État et des initiatives citoyennes permet aux initiatives sociales de prendre une ampleur et de transformer les systèmes urbains, notamment en permettant aux municipalités de mettre de l'avant des politiques plus ambitieuses en matière de changements climatiques (Aylett 2013). D'autre part, ces partenariats horizontaux entre l'État et la société civile permettent aux autorités municipales d'augmenter leurs capacités d'intervention (Cloutier et al., 2018 ; Bulkeley et Castán Broto 2012).

Cependant, il demeure complexe de mesurer adéquatement le résultat de cette participation civique à la prise de décision, et plus largement à la gouvernance climatique (Scanu, 2015 ; De Souza 2006; Wamsler 2016). D'une part, leurs retombées sont difficiles à systématiser. Celles-ci sont multiples, diversifiées et constituent souvent des noyaux déclencheurs d'une série d'impacts inattendus mais reliés, à l'instar de la théorie du rhizome de Deleuze et Guattari (1980). D'autre part, il semble que le nombre grandissant de dispositifs et de moyens de participation citoyenne puisse constituer une fragmentation et puisse être contreproductif pour l'implication citoyenne (Bherer et Breux 2012). En outre, il y a un risque que les gouvernements délèguent leurs responsabilités et s'en remettent aux citoyens pour agir (Castán Broto et al. 2015).

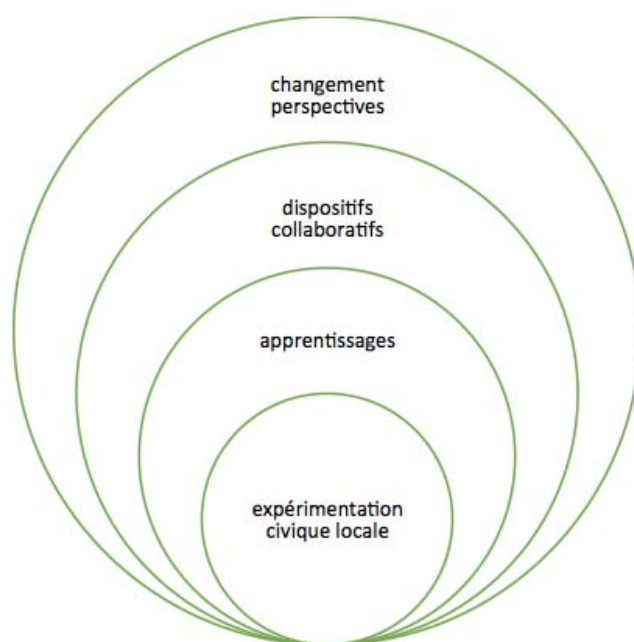
Dans la perspective de la gestion de la transition (*transition management*), les niches—qui correspondent à des projets et créneaux développés au sein d'organisations et d'institutions—doivent être gérées de manière stratégique pour qu'une société réussisse sa transition vers le développement soutenable (Geels 2005). Les niches les plus solides et performantes sont celles qui se traduisent par des formes d'apprentissages techniques (premier niveau) et par une réflexion critique plus large (second niveau) (Kemp et al. 1998). Ces niches sont jugées en mesure d'activer une

transition sociotechnique dans les systèmes et structures de société en place. Suivant cette perspective, les projets citoyens à objectifs divers (production locale d'énergie, réduction d'émissions de gaz à effet de serre, échange de pratiques, etc.) représentent des niches capables de faire évoluer le système.

Cela dit, pour qu'elles aient des retombées, les idées et les actions derrière ces projets doivent favoriser l'expérimentation et en même temps autoriser les périodes d'essais et erreurs. La phase d'expérimentation, qui précède la multiplication des effets de la niche et sa stabilisation par une éventuelle institutionnalisation est jugée importante dans le processus de transition (Seyfang et Haxeltine 2012). Ici, les expérimentations locales de gouvernance climatique sont comprises comme étant des manières de tester temporairement de nouvelles idées et de nouvelles pratiques sur des espaces urbains sans les affecter de façon irréversible. Elles questionnent, par la pratique, les façons de faire institutionnelles et engendrent des apprentissages sociaux et techniques (Bulkeley, Castan Broto et Edwards 2015).

Si ces expérimentations présentent un potentiel intéressant, leur capacité d'engendrer de réels changements demeure variable autant que leur influence pour mettre en place des programmes et des politiques publiques efficaces (McFadgen et Huitema 2017; Millard-Ball 2012). Il y a lieu d'interroger le rôle des expérimentations, notamment celles qui sont développées par les citoyens, comme outils de persuasion auprès des autorités locales et acteurs institutionnels, surtout dans une perspective de transition sociotechnique. En lien avec la perspective de la gestion stratégique des niches, on peut établir certains facteurs déterminant le succès des initiatives expérimentales (voir Figure 1) : 1. elles induisent une nouvelle configuration, technologie ou service intégré socialement, 2. elles favorisent un apprentissage pour les participants et 3. elles entraînent un changement dans l'interprétation des cadres ou la définition des problèmes par les participants (Brown and Vergragt 2008).

Figure 1 : Modèle analytique des étapes d'impact des expérimentations civiques locales



Pour les fins de cette étude exploratoire, le postulat est que les initiatives expérimentales des individus et des groupes évoluant au sein de leur quartier servent de catalyseurs favorables aux apprentissages, à la mise en place de formes de collaboration entre la société civile et les organisations publiques et privées autour des questions climatiques et qu'elles peuvent contribuer à revoir les pratiques et les décisions dans la ville. Autrement dit, les expérimentations civiques contribuent à la gouvernance climatique urbaine. L'approche méthodologique utilisée pour étayer ce postulat est présentée dans la section suivante.

2. Méthodologie

La démarche qualitative empruntée vise à identifier la spécificité des initiatives citoyennes pour aborder la transformation des milieux urbains, particulièrement en contexte de changements climatiques. La méthode des entretiens semi-dirigés est retenue comme principal outil de collecte de données sur chacun des cas étudiés. La présentation formelle des initiatives citoyennes—lorsqu'elle existe—les travaux académiques dont elles font l'objet et ce qui peut être lu sur diverses plateformes web et médiatiques à leur propos sont les données secondaires sur lesquelles prennent également appui cette analyse.

Au total, six entretiens ont été réalisés, permettant de couvrir un total de huit initiatives citoyennes. Certaines personnes interviewées étaient donc impliquées dans la création de plus d'une intervention. Quatre entretiens, d'une durée entre 70 et 95 minutes ont été réalisés avec des initiateurs de différentes initiatives citoyennes ainsi qu'une entrevue plus courte de 25 minutes avec un participant actif d'une autre initiative. Un élu de l'arrondissement a également été interviewé afin d'obtenir le point de vue d'un acteur de la scène politique municipale. Les entretiens ont été réalisés entre les mois d'octobre et décembre 2016.

Afin de sélectionner des initiatives pertinentes, cette recherche s'est inspirée du cadre des expérimentations de Bulkeley, Castán Broto et Edwards (2015). Les critères établis pour choisir les initiatives citoyennes ciblées sont les suivants : 1) qu'elles soient indépendantes, donc initiées par des citoyens, sans affiliation à une organisation ou à un parti politique ; 2) que leur action contribue à diminuer les répercussions des activités urbaines sur les changements climatiques et qu'elles aient comme objectif d'offrir une solution de rechange au régime en place 3) qu'elles se matérialisent concrètement dans l'espace urbain ; 4) qu'elles cherchent à susciter un certain engouement ou une implication d'autres citoyens 5) qu'elles prennent place dans l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie ou à ses abords. Ces critères nous ont permis de retenir huit initiatives présentant divers cas de figure quant aux interactions, réseaux et sphères d'autorités créées. Elles seront décrites dans les pages suivantes.

Le processus de sélection des initiatives se base ainsi sur des critères précis et leur recrutement est de l'ordre de l'échantillonnage par réseau ou boule-de-neige. Puisque ces initiatives sortent d'un cadre plus institutionnel et que certaines n'ont pas de caractère officiel et agissent même de manière informelle, elles peuvent être plus complexes à repérer. Elles ont donc été sélectionnées suite à des mises en relation grâce au réseau de contacts personnels de la chercheuse. Des initiatives ont également été choisies grâce à la connaissance de leur existence par le biais de leur apparition dans des médias locaux ainsi que dans les réseaux sociaux. Le nombre d'entretiens est limité en termes de nombre et reflète dans quelques cas l'appartenance à un même réseau, ce qui constitue un élément essentiel à la réussite de cette recherche et qui reflète en soit un résultat intéressant de l'analyse et ne représente donc pas un enjeu majeur pour cette recherche.

Cette étude adopte ainsi une approche basée sur une étude de cas afin de comprendre et d'expliquer un certain phénomène sans toutefois tenter d'obtenir des données ou conclusions généralisables (Loorbach 2007). Cette méthode permet de décrire et de rendre compte d'une situation propre à un contexte urbain spécifique à une époque donnée. L'étude de cas développée ici traite spécifiquement d'initiatives dans l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie et de ses abords, situé dans la ville de Montréal. Cet arrondissement a été retenu en raison du dynamisme communautaire et des nombreuses initiatives citoyennes qui y émergent depuis les dernières années (Cournoyer-Gendron 2014). Finalement, le choix de cette méthodologie permet d'investiguer et de comprendre les caractéristiques et dynamiques d'initiatives citoyennes d'un contexte montréalais spécifique à une époque donnée.

3. Rosemont-La Petite-Patrie : un quartier vert engagé et enraciné

La Ville de Montréal est composée d'une administration centrale et de 19 arrondissements. Ces deux paliers politiques se partagent des pouvoirs et des responsabilités pour agir sur le territoire montréalais. La Ville est reconnue pour faire preuve d'un certain leadership quant à ses actions menées en lien avec le climat (Gore, Robinson et Stren 2012), notamment par son adhésion à plusieurs réseaux internationaux sur le climat, comme le Conseil international pour les initiatives écologiques locales (ICLEI) et le Cities Climate Leadership group (C40). Divers plans et programmes ont également été élaborés depuis les années 2000 par rapport à l'action municipale en matière de changements climatiques et de développement durable (Simonet 2011). Depuis les 20 dernières années, on observe à Montréal et au Québec une intégration grandissante de la participation citoyenne dans les processus d'élaboration

et de mise en place de programmes et politiques environnementales (Gariépy et Roy-Baillargeon 2017). Il convient de souligner que les actions entreprises par l'administration de Montréal s'apparentent davantage à des stratégies d'atténuation ou d'adaptation face aux changements climatiques.

Localisé approximativement au centre de l'île de Montréal, l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie (RPP) est le troisième plus peuplé de la ville. En qui a trait à la politique municipale, François William Croteau du parti Projet Montréal est maire de l'arrondissement depuis 2009. Au cours de la dernière décennie, l'arrondissement a joué un rôle de pionnier dans la mise en place de nombreuses initiatives d'atténuation et d'adaptation face aux changements climatiques. Son programme de verdissement dans les ruelles¹ s'est particulièrement démarqué. Alors que l'administration en place au sein de RPP entreprend des actions en matière d'environnement, d'autres acteurs mettent également en place des initiatives. À cet égard, l'arrondissement de RPP se caractérise notamment par un tissu associatif et communautaire fort (Cournoyer-Gendron 2014).

3.1 Huit initiatives urbaines et citoyennes

Les huit initiatives sélectionnées ont pour dénominateur commun un espace géographique local: elles sont toutes situées dans l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie. Les huit initiatives se distinguent par la nature des interventions, par leur durée de vie, par le rapport entretenu avec les institutions ou les autres acteurs publics, communautaires et privés et par leur ambition. Le tableau 1 présente les grands traits distinctifs de chaque expérimentation.

Tableau 1 – Caractéristiques des initiatives étudiées

Nom de l'expérimentation	Description
L'Espace Ex	Espace autogéré d'expérimentation écologique, social et culturel ayant pour mission de tester des alternatives agricoles urbaines et de production d'énergie renouvelable. L'espace est aussi utilisé pour organiser divers événements alimentant les réflexions sur des questions environnementales et sociales
Les Jardins Cra-terre	Jardins biologiques, locaux, citoyens et collaboratifs mis en place par une coopérative sur un espace urbain sous-utilisé
Solon	Coopérative citoyenne de participation et d'innovation citoyenne environnementale (élaboration de prototype pour un système de géothermie dans les ruelles, système de partage d'automobile, ateliers populaires, etc.)
Parc Sans Nom	Transformation d'un espace sous-utilisé en un espace vert et de jardinage autogéré informel
Parc Ken Saro Wiwa	Occupation informelle et transformation citoyenne d'un espace bétonné sous-utilisé en un espace de jardinage et d'événements sociaux environnementaux
Pépinière anarchiste	Culture d'arbres et d'arbustes informelle pour leur distribution gratuite pour verdir des espaces urbains
Parc des Gorilles	Espace urbain sous-utilisé converti en un espace de biodiversité informel
Le Fridge	Collectif qui récupère les aliments non-vendus de commerces locaux pour les redistribuer aux citoyens

Les initiatives citoyennes étudiées varient dans leurs modalités d'intervention, mais elles se rejoignent sur plusieurs aspects, notamment dans leur rapport à l'espace social et physique du quartier (3.2), par la valorisation qu'elle font de la démonstration comme premier pas vers le changement (3.3) et par leur désir de s'inscrire durablement ou non dans le milieu (3.4). Les sections qui suivent reviennent sur ces distinctions, en soulignant particulièrement les nouveautés induites par les expérimentations, les apprentissages favorisés et les changements dans la définition du problème (modèle analytique). L'analyse des résultats permet ensuite d'interroger la portée de ces initiatives expérimentales citoyennes sur l'action publique (3.5).

3.2 L'espace de proximité comme catalyseur d'action

Les initiatives citoyennes étudiées partagent la caractéristique commune d'un ancrage à une échelle très localisée, soit celle du quartier. Comme les expérimentations étudiées ailleurs, les démarches montréalaises font appel à un sens d'appartenance géographique local (Middlemiss et Parrish 2010; Rogers et al. 2012). Les actions citoyennes mobilisées répondent aux besoins du milieu dans lequel elles s'insèrent et leur visibilité dans l'espace de proximité contribue à leur succès. À l'instar des initiatives d'urbanisme tactique ou DIY (Lydon 2012), leurs retombées sont concrètes et immédiates et ces caractéristiques sont recherchées par les initiateurs des projets. Les citoyens perçoivent le changement qu'ils mettent en place, tout en bénéficiant souvent directement des retombées de leurs actions (Jouve 2004) comme l'exprime un participant :

C'est sûr que ce sont des petites affaires comme ça qui redonnent du pouvoir, et de valoriser cela, ça enlève l'image d'incapacité. Tu ne vas pas changer le monde, et non, tu ne vas pas le faire seul, mais tu peux changer ton environnement immédiat, et c'est ça qu'il faut faire. Et il faut voir ça comme étant quelque chose d'incroyable, d'être capable de faire ça! [...] Il faut penser petit et agir petit. Et se contenter de ça aussi. (Participant 3)



L'Espace Ex

Source : Coop Bioma 2017

L'intention explicite des expérimentations est de renforcer le caractère agréable du milieu de vie. Cette notion de confort et de qualité du milieu de vie est souvent associée à des interventions de verdissement, mais elle se concrétise également par le biais de l'animation de l'espace et la création de communauté d'intérêts similaires.

Je trouve que c'est ça le plus grand impact, c'est juste créer des espaces où des gens qui ont les mêmes valeurs peuvent se rencontrer et discuter, et créer une communauté où les gens se connaissent et il se passe des choses par la suite même si tu ne sais pas exactement ce que ça va être. (Participant 1)

En mettant l'accent sur des transformations de petite échelle, l'objectif des initiatives citoyennes apparaît plus compréhensible et accessible pour les citoyens qui y prennent part (Seyfang et Haxeltine, 2012). Tel que souligné par quelques participants, ces initiatives ont ainsi le potentiel d'augmenter les capacités des communautés et les stimuler à réaliser d'autres projets de la sorte, ce qui a également été observé dans d'autres contextes (Aylett 2014; Simard 2000).

En effet, les répondants ont manifesté leur impression de voir leurs capacités renforcées par la réalisation des projets. Cela dit, cette capacité concerne davantage le rapport à l'autre que le rapport à des objectifs environnementaux. Bien qu'ils soient motivés à mettre en place des initiatives écologiques environnementales, les expérimentateurs considèrent que leurs actions sont plus significatives si elles parviennent à mobiliser la communauté. L'élément « action pour l'environnement » constitue un levier pour initier un mouvement social plutôt qu'une fin en soi.

Parmi les huit expérimentations, plusieurs visaient à aménager des espaces dévalorisés pour en faire des lieux d'échanges et de rencontres qui soient auto-gérés, c'est-à-dire planifiés, animés et administrés par les citoyens à l'origine de l'initiative. Dans certains cas, l'occupation du lieu témoigne d'une revendication de solidarité citoyenne. Aussi, pour certains, la démarche expérimentale dans le quartier permet de prendre position contre une conception néolibérale du développement urbain qui valorise le développement privé au détriment de l'aménagement et de la préservation des espaces publics. Comme ailleurs, les initiatives ayant émergé dans RPP visent d'une certaine façon à remettre en question l'urbanisme institutionnel et la domination de la propriété dans la ville (Certoma et Tornaghi 2015). Ainsi, les citoyens procèdent à des interventions dans l'espace urbain pour matérialiser et manifester leur existence, pour affirmer la place de la société civile dans la ville et pour participer à la création de la ville (Follman et Vihoff 2014).

Le fait que les initiatives soient entamées par des citoyens du milieu donne une certaine confiance aux autres citoyens du quartier et ceci stimule une plus grande acceptabilité des initiatives mises en place. Selon la majorité des répondants, les expérimentations ont été bien accueillies par la population de l'arrondissement. Leur intention d'amélioration et de valorisation des éléments naturels en ville est peu controversée dans RPP, où les résidents affichent un profil de valeurs plutôt progressistes. Toutefois, le rapport aux différentes représentations de l'espace urbain reste ambivalent et induit des biais, souvent involontaires ou inconscients. Les leaders des initiatives disent agir pour tous les citoyens, tout en spécifiant qu'il y a de meilleures façons de faire et de voir la ville que d'autres.

Moi je ne crois fortement pas à cette manière de fonctionner, qui est comme la bureaucratie urbaine. Je pense que les gens se réapproprient les lieux en les travaillant. Et je pense que la meilleure chose que la ville peut faire c'est de laisser place aux gens de créer leur propres choses, parce qu'ils vont vraiment faire des choses qui sont plus profondes et qui vont faire plus de sens qu'un parc qui ne reflète pas nécessairement les vrais besoins des gens qui y habitent (Participant 3).

En outre, il importe de mentionner que les individus qui collaborent aux expérimentations affichent un profil relativement homogène. Il s'agit souvent de jeunes dans la vingtaine ou trentaine sans enfants, formés dans les disciplines diverses touchant des enjeux environnementaux ou sociaux et venant de milieux socioéconomiques relativement aisés.

Les initiatives observées permettent d'identifier certains facteurs favorables à la mise en place et au maintien des expérimentations citoyennes à l'échelle infra-locale. En ce qui concerne l'étape de la mise en place de l'expérimentation, il ressort que les leaders doivent posséder quelques atouts personnels : ils doivent être motivés à donner de leur temps, à déployer de l'énergie pour interagir et être disponibles. La traduction de l'idée en gestes concrets dépend de la capacité de ces individus à prendre un certain risque (occuper un espace qui appartient à quelqu'un d'autre, frapper à la porte des voisins pour les inviter à participer, installer des objets dans l'espace public, etc.) et à sortir des activités connues ou habituelles. Lorsqu'ils possèdent des compétences techniques et une certaine confiance interne, cette prise de risque apparaît facilitée.

Ensuite, l'élargissement du réseau et l'appropriation de l'initiative par d'autres que les leaders se révèlent des moments-clés de l'existence de l'initiative expérimentale. Le nom du projet, son identification visuelle, l'établissement d'un horaire d'occupation ou d'activités sont autant d'éléments qui formalisent l'initiative et la rendent visible. La réalisation de partenariats, pour faciliter l'accès à des ressources humaines, matérielles et financières est observée dans tous les cas. Cela dit, l'étape du maintien de l'expérimentation est celle qui permet aussi d'observer les contraintes à la mobilisation. Les huit initiatives étudiées laissent voir que la disponibilité de l'équipe initiatrice du projet tend à diminuer dans le temps—la deuxième saison estivale ou la deuxième année s'avère névralgique. Aussi, le partage de la

prise en charge avec d'autres citoyens que l'équipe initiatrice ne se fait pas toujours facilement. À cet égard, le manque d'identification des rôles et des responsabilités de chacun-e peut contribuer à créer un flou, surtout que l'implication dont il est question ici est volontaire et bénévole.

De façon plus symbolique, un certain découragement peut poindre au cours de l'initiative, qui se révèle être de faible impact par rapport aux enjeux plus vastes (changements climatiques, transition énergétique, etc.) ou aux acteurs politiquement plus puissants (élus, promoteurs, etc.). En outre, des conflits peuvent aussi survenir entre les organisateurs ou porteurs de l'initiative. Il demeure que dans tous les cas étudiés les interventions et leur déploiement ont été suffisamment explicites et visibles pour en faire des initiatives reconnues et connues. Toutes ont réussi à faire démonstration de gestes pouvant être posés dans l'espace urbain.



Les Jardins Cra-Terre

Source : Auteure 2017

3.3 La participation par la démonstration

Les initiatives citoyennes analysées jouent en quelque sorte un rôle de démonstration d'alternatives à l'urbanisme traditionnel. Elles reflètent bien les changements souhaités en termes de planification urbaine. Les concepteurs de ces initiatives n'ont pas la prétention de contribuer à réduire directement les répercussions des villes sur le climat par leurs interventions. Néanmoins, ils abordent leurs projets comme des bancs d'essai pour des expérimentations à plus vaste échelle et prenant appui sur plus de ressources pour faire de la ville un espace moins polluant et pollué.

Les projets de verdissement, d'agriculture urbaine et de déminéralisation sont associés à une stratégie visant une forme de co-bénéfices pour les acteurs impliqués (Lydon 2012). Pour les citoyens, ces initiatives constituent les racines pour une transition de plus grande ampleur vers des villes post-carbone. Pour l'administration locale, c'est l'image dynamique, d'ouverture et d'innovation qui est renforcée. En effet, le marketing territorial de RPP est renforcé sans que des efforts importants aient à être déployés par les élus ou par leur équipe. Les initiatives citoyennes de verdissement et d'agriculture urbaine représentent ainsi un potentiel, une niche pour reprendre les termes de la gestion de la transition, pour imaginer, développer et aménager la ville autrement (Certoma et Tornaghi 2015).

Au plan procédural, les expérimentations observées dans RPP se démarquent des formes plus conventionnelles de participation publique dont les assemblées, audiences et consultations publiques, les référendums populaires ou encore les conseils de quartiers (Bacqué et Gauthier 2011; Folmann et Viehoff 2014). Elles s'en distinguent par leur agencement des ressources : les connaissances techniques des uns servent à la réalisation concrète du projet, alors que les savoir-être des autres contribuent à rendre le projet inclusif et apprécié du plus grand nombre. Ainsi, les initiatives étudiées offrent aux citoyens le potentiel de devenir des acteurs de changement. Elles favorisent aussi leur apprentissage des rapports de force et de collaboration avec les organismes et les institutions locales. Pour certains, cet apprentissage des jeux de pouvoir et du pouvoir citoyen est une première étape structurante, qui les incite à formaliser leur action. Pour d'autres, la nécessité d'interagir avec le cadre institutionnel et organisationnel tel qu'il existe est plutôt un élément démobilisant, qui les incite à passer à autre chose.



Parc Ken Saro Wiwa

Source : Mario Alberto Reyes 2015

3.4 Le rapport au changement, à la transition et à la durée

Parmi les projets réalisés dans RPP, tous n'ont pas la même ambition par rapport au maintien ou à la durée de leur intervention. La moitié des répondants ont exprimé l'intention de réaliser une action de manière éphémère. Pour eux, planter des végétaux sur un lot vacant ou organiser le verdissement de la ruelle permet de marquer les esprits et de mobiliser la communauté locale. Il s'agit d'une bougie qu'on allume et tant mieux si des changements, portés par d'autres, s'enclenchent. Leur expérimentation constitue une étape qui s'inscrit dans une séquence plus longue, à une échelle plus vaste mais qui ne les concerne pas directement comme le mentionne un participant :

C'est quand même des étapes très nécessaires à faire, qu'il y ait des moments éphémères, que les gens voient que c'est possible, et je pense que c'est un processus qui doit passer par là, jusqu'à temps qu'on aille des milieux qui soient forts. Des milieux qui restent en vie. Je pense que c'est obligé selon moi de passer par toutes sortes d'embûches comme ça, et oui il va y avoir des terrains qu'on va perdre, mais qu'au long terme il y a cette idée qui peut jaillir de la collectivité. (Participant 3)

Pour d'autres, l'intention est que l'initiative s'inscrive dans la durée et puisse offrir des paramètres pouvant être répliqués ailleurs. L'idée est d'avoir prise, au moins minimalement, sur l'enjeu énorme des changements climatiques ou de la transition écologique. Pour ces répondants qui témoignent d'une réflexion articulée aux idées de la transition sociotechnique la reproduction de leurs interventions et leur appropriation par les riverains est un élément fondamental. De fait, la capacité à se répliquer et se multiplier est un critère pour qu'une niche, soit un projet local, participe à une réelle transition durable des systèmes en place (Grin et al. 2010). En répliquant les initiatives, une certaine culture d'expérimentation peut ainsi se mettre en place car le potentiel de diminuer les freins du régime face aux changements est élevé (Kivimaa et al 2015).

Par contre, les initiatives étudiées ont toutes un caractère très local et leur ancrage dans le voisinage représente une composante forte de leur identité et de leur succès. Néanmoins, certaines initiatives offrent le potentiel de se répliquer plus facilement que d'autres. Les conditions gagnantes pour que les citoyennes se répliquent sont entre autres choses la disponibilité d'un espace à transformer et la mobilisation évolutive des citoyens. La collaboration de l'arrondissement et des pouvoirs locaux est aussi un élément favorable à l'élargissement du mouvement. Sur cette collaboration, les répondants sont également partagés.

Dans le même sens, les leaders des expérimentations réalisées dans RPP ne convergent pas dans leur perception de l'influence que peuvent avoir leurs projets. Certains considèrent que l'initiative citoyenne est complémentaire à d'autres formes et ordres d'actions. Selon ces répondants, de telles initiatives sont utiles pour démontrer ce qu'il est possible de réaliser comme interventions urbaines, mais une forme de contestation du système en place à plus grande

échelle doit être faite pour espérer un réel changement de paradigme. La matérialisation concrète de leurs idéaux dans le paysage urbain est un élément à relier à leur discours et à leur prise de parole pour influencer des orientations plus systémiques.

Autant j'y crois beaucoup aux petits changements locaux, autant j'ai l'impression que ça ne change rien dans un système qui ne change pas. Je suis très divisée entre les deux. [...] Si on veut réagir aux changements climatiques, c'est ça. Il faut à la fois construire une transition, des initiatives qui participent à une transition, [...] et en même temps, on est tellement loin de cette transition là que si on veut au minimum penser que c'est possible, il faut bloquer tous ces projets [qui nuisent à l'environnement].
(Participante 1)

D'autres considèrent que la mise en place d'initiatives par des citoyens doit se réaliser en collaboration avec les décideurs locaux. Pour ces répondants qui se distinguent par un profil un peu plus âgé que ceux mentionnés précédemment, la collaboration est nécessaire pour donner un effet de propulsion aux projets et pour accélérer les changements dans les manières d'orchestrer diverses interventions urbaines. Ceux-là estiment que l'opposition est un pari risqué, dans un contexte où toutes les structures institutionnelles tardent à agir pour faire face aux changements du climat. Cette collaboration citoyen/arrondissement permettrait, selon eux, de multiplier les projets d'amélioration du milieu et les ressources qu'on leur alloue.

Le risque de récupération politique des actions citoyennes existe. De même, certains propos amènent à réfléchir à l'instrumentalisation possible de ces citoyens qui se voient valorisés pour les responsabilités qu'ils endossent et qui sont traditionnellement des responsabilités municipales (verdissage des rues et trottoirs, arrosage des plantations, pression sur les propriétaires immobiliers qui laissent leurs terrains en friche, etc.).

Ainsi, les initiatives citoyennes environnementales dans RPP renforcent un potentiel pour participer à une transition sociotechnique 1) parce que certaines peuvent se répliquer dans l'espace urbain et ainsi accumuler une somme d'effets, 2) parce qu'elles stimulent une participation citoyenne et cherchent à prendre une ampleur dans les actions qu'elles réalisent et 3) parce qu'elles offrent une possibilité de transformer certaines méthodes au sein du régime en place. Toutefois, l'existence seule de ces « niches d'innovation » ne serait pas suffisante pour engendrer une transition sociotechnique durable. Leur action se révèle pertinente mais doit s'accompagner d'une ouverture des régimes en place. Le changement ne peut s'inscrire qu'à ce niveau de décision. L'étude du cas montréalais amène à constater que les porteurs des initiatives perçoivent un certain changement, mais que celui-ci est diffus et qu'il ne correspond pas forcément à une réelle intégration des éléments de ces créneaux au sein des institutions. D'autres recherches sur le sujet démontrent que l'effet de transition sur les régimes en place passe par une réplique des interventions dans l'espace et les systèmes (Kivimaa et al. 2015). En se répliquant, les initiatives, y compris celles de RPP, peuvent contribuer à la définition d'un nouveau design urbain par leur manifestation et impact dans l'espace physique urbain plus vaste (Geels 2005).

3.5 Vers un rapprochement graduel des actions citoyennes et des institutions ?

À l'étape de la mise en place, les initiatives ressemblent souvent à des actions isolées davantage qu'à des projets cohérents. Le type et la nature des interventions menées sont pour leur part souvent réfléchis et planifiés. Toutefois, les premières actions posées sont plutôt spontanées et fragmentées. Elles suivent l'élan d'un ou de quelques individus. Puis, si l'élan persiste, la réflexion se déploie et invite à faire une coordination des actions. Cette coordination s'effectue à deux échelles. Dans un premier temps, il y a mise en commun des ressources et des idées des citoyens entre eux, lors de la première saison ou année d'existence de l'initiative. Dans un second temps, lorsque l'initiative se poursuit et s'étend sur plus d'une saison ou d'une année, on observe une coordination des expérimentateurs avec d'autres acteurs, représentants de la société civile, mais aussi des commerçants et représentants de l'administration municipale (Aylett 2013).

Au départ, dans la plupart des cas, des citoyens occupent et animent des espaces sans plan déterminé ou direction claire et établie. Les initiatives sont mises en place de manière naturelle et plutôt spontanée. Le caractère imprévisible de l'évolution de la démarche est même recherché par les initiateurs qui valorisent la créativité et voient l'absence d'encadrement ou de contrôle des actions comme une affirmation de leur caractère innovant. Cette approche

suivant l'inspiration du moment et sans but précis rappelle la démarche des Situationnistes (Chollet 2004). Elle porte une volonté de revoir les manières de faire la ville, mais sans séparer l'aménagement urbain de l'art, du vivre ensemble ou de la politique.

On observe une transition au fil de l'évolution des initiatives vers une manière plus coordonnée et transparente de réaliser les actions. Certains « indicateurs » nous amènent à voir que la coordination qui se fait graduellement se solidifie dans le temps. Cette structuration va de pair avec la durabilité du projet. Elle accompagne aussi l'apprentissage, l'expérience et la compréhension du fait que certaines démarches peuvent contribuer au déploiement de l'initiative locale. Ainsi, la coordination menée par les citoyens expérimentateurs et leur projet sont perceptibles par le biais d'une stratégie de diffusion des activités, du choix d'un nom pour l'expérimentation en encore par la constitution en organisme du groupe d'expérimentateurs. Dans la suite de la séquence, les initiatives qui se maintiennent dans le temps se rapprochent d'au moins une institution au fil de leur évolution.

Si les initiatives citoyennes se rapprochent des institutions, elles ne tissent pas les mêmes liens ou partenariats avec celles-ci. La nature du partenariat dépend notamment du type d'espace que ces initiatives occupent et de la vision des leaders. Plusieurs scénarios peuvent ensuite s'établir. Par exemple, dans les cas à l'étude, des partenariats financiers, des relations de cohabitation d'espace ou des ententes de co-gestion d'espace ont été constitués. Ces relations multiformes et multi-acteurs offrent aux citoyens la possibilité d'entrer dans des dynamiques de gouvernance diverses dans le but de réaliser leurs initiatives et de les maintenir dans le paysage urbain.

Bien qu'employé de manière générale dans les paragraphes précédents, le terme « institution » englobe une diversité d'acteurs. En effet, certaines initiatives ont privilégié un rapprochement avec l'administration municipale locale. Les organisateurs qui n'ont pas collaboré avec l'arrondissement ont parfois établi des partenariats avec des acteurs privés ou semi-publics pour occuper des espaces dans la ville et développer leurs projets. D'autres ont simplement commencé à occuper des terrains, sans demander d'autorisation aux propriétaires des terrains, qu'ils soient privés ou publics. Chaque initiative étudiée illustre ainsi un cas de figure différent de partenariat ou de rapprochement institutionnel. La variation entre les cas relève en grande partie des motivations poursuivies par les initiateurs.

Deux visions s'affrontent sur le rapport à entretenir avec l'institution publique et son cadre. Certains répondants considèrent que les citoyens ont la légitimité d'intervenir dans l'espace urbain. Pour eux, l'usage de l'espace et la connaissance du milieu constituent des sources de légitimité suffisantes. Ils ne cherchent pas à s'assurer que leurs interventions soient conformes aux règles ni aux orientations de l'arrondissement. Pour d'autres répondants, une occupation informelle est illégale et illégitime. Eux ne souhaitent pas s'imposer dans le paysage urbain, mais plutôt le transformer en respectant les règles et en faisant évoluer ces règles. Pour eux, la collaboration entre acteurs locaux est nécessaire pour réellement répondre aux besoins de la collectivité.

À l'instar des travaux de Bulkeley, Castan Broto et Edwards (2015), les résultats démontrent que les initiatives citoyennes qui parviennent à se maintenir dans le temps dans RPP s'ajustent au cadre urbain et aux façons de gouverner déjà en place. La séquence de leur évolution illustre qu'au départ, leurs actions sont davantage spontanées et qu'au fil du temps elles deviennent plus concertées et organisées. La plupart des cas évoluent en rapprochant les expérimentateurs d'une institution, d'une façon ou d'une autre. Certaines initiatives tentent de rendre légitime leur action auprès de l'arrondissement. Les liens avec l'institution renforcent l'efficacité et un relais plus optimal de la mobilisation (Neveu 2002).

Les résultats concourent également à démontrer qu'un esprit « mutualiste » peut s'observer entre les pouvoirs locaux et certaines initiatives : les deux parties bénéficient de l'existence et du support de l'autre. Par exemple, les institutions obtiennent une reconnaissance pour leur engagement civique et environnementale, alors que les initiatives citoyennes reçoivent des ressources comme un support financier et une légitimité qui leur permet de continuer à exister (Walker 2011). Comme l'avancent des travaux sur l'urbanisme tactique, les interventions citoyennes dans RPP nous semblent plus efficaces pour opérer un changement si elles travaillent de pair avec les objectifs de planification urbaine sur un plus long terme (Lydon 2012). La création de réseaux sociaux forts est également garante du succès des initiatives et des innovations développées (Kemp et al. 1998).

En outre, ces réseaux ne sont pas tous uniquement articulés à des partenariats ou collaboration avec les autorités municipales. Il ressort de cette recherche, comme d'autres cas d'études, qu'un modèle de gouvernance appuyé sur des partenariats entre citoyens et acteurs privés peut aussi insuffler un changement dans la manière de concevoir et d'utiliser les espaces de propriété privée (Certoma et Tornaghi 2015). Il peut notamment transformer des espaces privés ou semi-privés en espace pour le public (Werkele et Classens 2015). Par exemple, l'occupation de terrains privés

pour réaliser des projets d'agriculture urbaine est une pratique en expansion dans les villes du Nord depuis une dizaine d'années (Johnson 2010). Pour certains auteurs, on serait à l'aube d'une ère post-politique dans laquelle les citoyens ne collaborent pas nécessairement avec les autorités politiques pour mener leurs projets. Dans une perspective où les structures politiques peuvent être plus limitées ou lentes à mettre en place un changement, une collaboration avec des partenaires privés peut s'avérer plus rapide et efficace pour permettre aux initiatives de se réaliser dans l'espace urbain (Aylett 2015).

4. Conclusion

La gouvernance des changements climatiques donne lieu à des interactions à diverses échelles géographiques et de pouvoir, ainsi qu'entre de nombreux acteurs qui aspirent à relever les multiples défis que présente cet enjeu du 21^e siècle transcendant les frontières du temps et de l'espace. Les citoyens à l'échelle locale apparaissent désormais comme des acteurs à part entière de cette gouvernance.

En effet, la société civile est appelée à agir par l'entremise de mécanismes de participation citoyenne institutionnalisés, mais elle peut aussi être porteuse d'initiatives concrètes et indépendantes dans la ville. Ces initiatives venant de la communauté peuvent être analysées comme des expérimentations urbaines ou comme des niches d'innovations sociales et parfois techniques, s'inscrivant dans une transition sociotechnique vers des systèmes et des villes plus durables (Bulkeley, Castan Broto et Edwards 2015; Smith 2012).

Les expérimentations locales, comme celles étudiées dans l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie à Montréal dans le cadre de cette recherche, reflètent le potentiel des modes d'action collectifs informels. Dans la plupart de ces initiatives, la question climatique est l'élément déclencheur et l'argument clé pour mobiliser et légitimer les gestes posés. Cependant, dans le déroulement pas à pas de l'initiative, c'est plutôt la solidarité et l'échange avec les autres qui constitue le fondement du projet.

Même s'il demeure impossible de faire un lien de cause à effet parfait entre ces initiatives réalisées et leurs impacts, leurs bénéfices ne sont pas pour autant inexistantes, et ce bien au contraire. Bien qu'il soit idéaliste de dire qu'elles influent directement sur les autorités locales ou l'élaboration de politiques publiques, elles exercent certainement un pouvoir d'influence et de mobilisations auprès des plusieurs acteurs. D'abord, en mettant à profit leur réseau social et leurs savoir-faire, les porteurs des initiatives citoyennes établissent leur légitimité en tant qu'acteurs capables de mettre en place des alternatives et réussissent à interagir avec l'administration municipale. Ce faisant, ils façonnent de nouveaux écosystèmes, s'appuyant sur des partenariats. Alors que certaines initiatives misent sur la diversité des tactiques pour espérer activer un changement dans les modes opératoires et les conceptions de la ville, d'autres misent davantage sur une collaboration avec les institutions pour réaliser une transformation des façons de faire dans une perspective davantage axée sur le long terme. Ensuite, ces initiatives génèrent des retombées immédiates, concrètes et bénéfiques aux communautés impliquées directement ou indirectement dans les processus. Ceci encourage l'action citoyenne sur un enjeu aussi insaisissable et complexe que celui du réchauffement climatique. Finalement, à durée variable, ces initiatives permettent de rendre visible des alternatives et d'agir comme déclencheur pour matérialiser d'autres manières de faire dans l'espace urbain. Elles invitent ainsi à concevoir une nouvelle façon d'exercer un pouvoir citoyen par l'action directe et collective, ce qui marque sans aucun doute l'imaginaire et la culture de l'époque.

Il apparaît que certains facteurs contribuent à l'émergence et au maintien des initiatives : 1. Les expérimentations doivent pouvoir tisser des liens avec les institutions et créer des partenariats avec d'autres acteurs urbains; 2. Elles doivent pouvoir se répliquer dans l'espace urbain, en mettant au point des interventions qui peuvent s'adapter à des contextes semblables ou être généralisées à l'échelle du quartier; 3. Elles gagnent à mobiliser un nombre grandissant de citoyens au cours de leur démarche.

Certes, le verdissement d'un espace ou la création de jardins sur les trottoirs constituent des interventions presque anecdotiques si elles sont prises séparément. Cependant, leur porté s'avère significative en se multipliant, en se diversifiant en se cumulant et en influençant à diverses mesures une série d'acteurs différents. Elles peuvent ainsi contribuer à redéfinir les enjeux urbains et démontrer la faisabilité et l'acceptabilité de solutions simples afin de contribuer à une transition urbaine face aux enjeux climatiques, tel qu'expliqué dans les théories sur la gestion de la transition. Les résultats de cette recherche appuient cette idée que la récurrence des actions peut être aussi puissante, sinon plus, que l'élaboration de nouvelles politiques publiques, pour activer la transformation des pratiques.

Cela dit, cette idée que la transition doit passer par une réplique des initiatives démonstratrice pose la question de la légitimité de ceux qui les portent et de la nature des interventions. Qui décide de ce qui est approprié pour

l'espace urbain? La légitimité des citoyens/initiateurs mérite d'autant plus d'être soulevée dans le contexte où les initiatives sont de plus en plus portées par des partenaires privés, sans implication des décideurs publics. Si les initiatives citoyennes peuvent contribuer à la définition d'un nouveau design urbain et à la mise en place d'alternatives écologiques, elles peuvent aussi reproduire, sans doute malgré elles, des logiques de pouvoir plus ou moins équitables. Des mécanismes assurant que les transformations ont des bénéfices pour l'ensemble de la collectivité doivent être préservés. L'institutionnalisation des expérimentations apparaît ainsi comme une façon de faire durer les démarches de transformation et comme un rempart contre le caractère particulier des projets.

L'éclosion des initiatives citoyennes urbaines menées du bas vers le haut participe à la construction d'un écosystème post-carbone, solidaire, circulaire et alternatif à la société capitaliste actuelle axé sur la croissance et le profit. Cette nouvelle tendance du 21^e siècle pourrait également être catégorisée comme un mouvement citoyen préconisant l'environnement, la collaboration, la durabilité, la décentralisation et l'autogestion. Dans une optique de diversité des tactiques, ces racines citoyennes ou rhizomes en devenir s'avèrent ainsi être des initiatives nécessaires qui permettront de réaliser une réelle transition écologique face à la crise climatique actuelle.

Remerciements

Remerciement spécial à Alexander Aylett pour son soutien précieux et l'inspiration à ce travail. Cette recherche a bénéficié d'un soutien financier du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. (CRSH – 2016). Bourse Armand Bombardier du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH).

Notes

†Deceased 23 July 2016.

¹ Dans les quartiers de Montréal aménagés entre les années 1860 et 1950, les ruelles constituent des espaces de socialisation. De plus, une multitude d'initiatives ont été mises en place pour encourager la vie de quartier.

Références

- Armitage, Derek, Ryan Plummer, Fikret Berkes, Robert Arthur, Anthony Charles, Iain Davidson-Hunt, Alan Diduck, Nancy Doubleday, Derek Johnson, Melissa Marschke, Patrick McConney, Evelyn Pinkerton et Eva Wollenberg. 2009. « Adaptive co-management for social-ecological complexity. » *Frontiers in Ecology and the Environment* 7(2): 95–102. doi:10.1890/070089.
- Aylett, Alexander. 2013. « Networked urban climate governance: Neighborhood-scale residential solar energy systems and the example of Solarize Portland ». *Environment and Planning C: Government and Policy* 31(5): 858–875.
- Aylett, Alexander. 2014. *Progress and Challenges in the Urban Governance of Climate Change: Results of a Global Survey*. Rapport de recherche. Cambridge, Massachusetts: Massachusetts Institute of Technology.
- Aylett, Alexander. 2015. « Institutionalizing the urban governance of climate change adaptation: Results of an international survey. » *Urban Climate* 14: 4–16.
- Bacqué, Marie-Hélène et Mario Gauthier. 2011. « Participation, urbanisme et études urbaines. » *Participations* 1(1), 36–66. doi : 10.3917/parti.001.0036.
- Baird, Julia, Ryan Plummer et Kerrie Pickering. 2014. « Priming the governance system for climate change adaptation: the application of a social-ecological inventory to engage actors in Niagara, Canada. » *Ecology and Society* 19(1). doi: 10.5751/ES-06152-190103.
- Betsill, Michele et Harriette Bulkeley. 2006. « Cities and the multilevel governance of global climate change. » *Global Governance* 12 (2): 141–159.
- Bherer, Laurence et Sandra Breux. 2012. « The diversity of participation tools: complementing or competing with one another? » *Canadian Journal of Political Science* 45 (02) : 379–403.
- Boyd, Emily et Sirkku Juhola. 2015. « Adaptive climate change governance for urban resilience. » *Urban Studies* 52 (7): 1234–1264.

- Bremer, Scott. 2015. «The tracks approach to place-based climate knowledge co-production. Unpacking the co-production of knowledge in adaptation to climate change.» In *European Conference on Climate Change Adaptation (ECCA)*: Copenhagen, Denmark. 12-14 mai.
- Brown, Halina Szejnwald et Philip Vergragt. 2008. «Bounded socio-technical experiments as agents of systemic change: The case of a zero-energy residential building.» *Technological Forecasting & Social Change* 75: 107–130.
- Bulkeley, Harriett. 2005. «Reconfiguring environmental governance: Towards a politics of scales and networks.» *Political Geography* 24 (8): 875-902.
- Bulkeley, Harriett et Vanesa Castan Broto. 2012. «Government by experiment? Global cities and the governing of climate change.» *Transactions of the Institute of British Geographers* 38 (3): 361-375.
- Bulkeley, Harriett, Vanesa Castan Broto et Gareth Edwards. 2015. *An Urban Politics of Climate Change; Experimentation and the Governing of Socio-Technical Transitions*. New York: Routledge.
- Burch, Sarah, Alison Shaw, Ann Dale et John Robinson. 2014. «Triggering transformative change: a development path approach to climate change response in communities.» *Climate Policy* 14 (4): 467-487. doi: 10.1080/14693062.2014.876342.
- Castan Broto, Vanesa, Domingos Augusto Macucule, Emily Boyd, Jonathan Ensor et Charlotte Allen. 2015. «Building collaborative partnerships for climate change action in Maputo, Mozambique.» *Environment and Planning A* 47 (3): 571-587.
- Certomà, Chiara et Chiara Tornaghi. 2015. «Political gardening. Transforming cities and political agency» *Local Environment* 20 (10): 1123-1131.
- Chollet, Laurent. 2004. *Les situationnistes, l'utopie incarnée*. Paris : Gallimard.
- Cloutier, Geneviève, Marielle Papin-Manjarrez et Christia Bizier. 2018. «Do-it-yourself (DIY) adaptation: Civic initiatives as drivers to address climate change at the urban scale.» *Cities* 74. doi : 10.1016/j.cities.2017.12.018.
- Cournoyer-Gendron, Maude. 2014. «La notion de développement urbain durable : mise en œuvre et définition. Le regard des acteurs communautaires du quartier Rosemont à Montréal.» Mémoire de maîtrise, Université du Québec, Institut national de la recherche scientifique.
- Deleuze, Gilles et Félix Guattari. 1980. *Capitalisme et Schizophrénie 2. Mille plateaux*. Paris : Minuit.
- De Souza, Marcelo Lopes. 2006. «Social movements as “critical urban planning agents”». *City* 10 (3): 327-342.
- Folke, Carl, Thomas Hahn, Per Olsson et Jon Norberg. 2005. «Adaptive governance of social-ecological systems.» *Annual Review of Environment and Resources* 30: 441-473.
- Follmann, Alexander et Valérie Viehoff. 2014 «A green garden on red clay: creating a new urban common as a form of political gardening in Cologne, Germany.» *Local Environment* 20 (10): 1148-1174.
- Forsyth, Tim. 2014. «How is community-based adaptation “scaled-up” in environmental risk assessment? Lessons from ecosystem-based adaptation.» In *Community-Based Adaptation to Climate Change*, 88-102. London: Taylor & Francis.
- Gariépy, Michel et Olivier Roy-Baillargeon. 2017. *Gouvernance et planification collaborative. Cinq métropoles canadiennes*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Geels, Frank. 2005. «Processes and patterns in transitions and system innovations: Refining the co-evolutionary multi-level perspective.» *Technological Forecasting & Social Change* 72: 681- 696.
- Geels, Frank et Johan Schot. 2007. «Typology of sociotechnical transition pathways.» *Research Policy* 36 (3) 399-417.
- Giest, Sarah et Michael Howlett. 2013. «Comparative climate change governance: lessons from european transnational municipal network management efforts.» *Environmental Policy and Governance* 23 (6): 341-353.
- Gore, Christopher, Pamela Robinson et Richard Stren. 2012. «Governance and climate change: assessing and learning from Canadian cities.» In *Cities and climate change: Responding to an Urgent Agenda*: 498-523.
- Grin, John, Jan Rotmans et Johan Schot. 2010. *Transitions to Sustainable Development New Directions in the Study of Long term transformative change*. New York: Routledge.
- Hoffman, Matthew. 2011. *Climate governance at the crossroads: experimenting with a Global response*. New York : Oxford University Press.
- Hoornweg, Daniel, Lorraine Sugar et Claudia Lorena Trejos Gomez. 2011. «Cities and greenhouse gas emissions: moving forward.» *Environment and urbanization* 23 (1): 207-227.
- Hopkins, Rob. 2008. *The Transition Handbook: From Oil Dependency to Local Resilience*. Totnes, England: Green Books.
- Johnson, Lorraine. 2010. *City farmer: adventures in urban food growing*. Toronto: D&M Publishers.

- Jouve, Bernard. 2004. «Introduction: Les métropoles au croisement de la globalisation et de la transformation du politique». In *Démocraties métropolitaines*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Kemp, René, Johan Schot et Remco Hoogma. 1998. «Regime shifts to sustainability through processes of niche formation: the approach of strategic Niche management. » *Technology Analysis and Strategic Management* 10 (2): 175–196.
- Kivimaa, Paula, Mikael Hilden, Dave Huitema, Andrew Jordan, Jens Newig. 2017. «Experiments in climate governance e a systematic review of research on energy and built environment transitions. » *Journal of Cleaner Production* 169 : 17-29.
- Loorbach, Derk. 2007. *Transition Management: New Mode of Governance for Sustainable Development*. Utrecht, Pays-Bas: International Books.
- Lydon, Mike. 2012. *Tactical Urbanism: Short Term action, Long Term Change*. Brooklyn, USA Street Plan Collaborative, Volume 1. https://issuu.com/streetplanscollaborative/docs/tactical_urbanism_vol.1.
- McFadgen, Belinda et Dave Huitema. 2017. «Experimentation at the interface of science and policy: a multi-case analysis of how policy experiments influence political decision-makers.» *Policy Science* : 1-27. Doi: <http://dx.doi.org/10.1007/s11077-017-9276-2>.
- Middlemiss, Lucie et Bryony Parrish. 2010. «Building capacity for low-carbon communities: The role of grassroots initiatives». *Energy Policy* 38 (12): 7559-7566.
- Millard-Ball, Adam. 2012. «Do city climate plans reduce emissions? » *Journal of Urban Economics* 71 (3): 289–311.
- Mol, Arthur P. J. 2003. *Globalization and Environmental Reform. The Ecological Modernization of the Global Economy*. Cambridge, Massachusetts, et Londres : Massachusetts Institute of Technology.
- Neveu, Érik. 2002. *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris: La Découverte, Troisième édition.
- O'Brien, Karen. 2012. «Global environmental change II: from adaptation to deliberate transformation. » *Progress in Human Geography* 36 (5) : 667–676.
- Pelling, Mark. 2011. *Adaptation to Climate Change: From Resilience to Transformation*. Abingdon: Routledge.
- Rogers, Jennifer, Eunice Simmons, Ian Convery et Andrew Weatherall. 2012. «What factors enable community leadership of renewable energy projects? Lessons from a woodfuel heating initiative. » *Local Economy* 27 (2): 209-222.
- Ross, Helen, Sylvie Shaw, David Rissik, Neil Cliffe, Susie Chapman, Vanessa Hounsell, James Udy, Nghia Trong Trinh et Jess Schoeman. 2015. «A participatory systems approach to understanding climate adaptation needs. » *Climatic Change* 129 (1-2): 27-42.
- Scanu, Emiliano. 2015. «Climate governance in the post-industrial city: The urban side of ecological modernisation.» *Environmental Sociology*, 1, 2 : 102 - 115.
- Schroeder, Heike, Sarah Burch et Steve Rayner. 2013. «Novel multisector networks and entrepreneurship in urban climate governance. » *Environment and Planning C: Government and Policy* 31 (5): 761-768.
- Seyfang, Gill et Alex Haxeltine. 2012. «Growing grassroots innovations: Exploring the role of community-based initiatives in governing sustainable energy transitions. » *Environment and Planning C: Government and Policy* 30 (3): 381-400.
- Simard, Martin. 2000. «Développement local et identité communautaire: l'exemple du quartier Saint-Roch à Québec. » *Cahiers de géographie du Québec* 44(122): 167-188.
- Simonet, Guillaume. 2011. «Enjeux et dynamiques de la mise en oeuvre de stratégies d'adaptation aux changements climatiques en milieu urbain: Les cas de Montréal et Paris. » Thèse de doctorat - Université du Québec à Montréal. Consultée le 26 mars 2018: <http://www.archipel.uqam.ca/4138/7/D2175-1.pdf>.
- Smith, Adrian. 2012. «Civil society in sustainable energy transitions» In *Governing the energy transition*, sous la direction de Derk Loorbach et Geert Verbong. New York: Routledge.
- Walker, Brian, C.S. Holling, Stephen Carpenter et Ann Kinzig. 2004. «Resilience, adaptability and transformability in social-ecological systems. » *Ecology and Society* 9(2): 5.
- Wamsler, Christine. 2016. «From risk governance to city-citizen collaboration : capitalizing on individual adaptation to climate change. » *Environmental Policy and Governance* 26 (3) 184-204.
- Wekerle, Gerda et Michael Classens. 2015. «Food production in the city: (re)negotiating land, food and property. » *Local Environment* 5(2) : 139-151.